Patrick Martin à BFM Business : « Ne soyons pas inertes ! »

Publié le 24 janvier 2025

Invité de « La grande interview », sur BFM Business le 23 janvier, Patrick Martin a commenté les menaces de Donald Trump relatives aux droits de douane et les déclarations d'Éric Lombard, visant à rassurer les entreprises. Il a également déploré l'instabilité politique actuelle et s'est dit préoccupé par la conjoncture économique.

Sur la surtaxe sur les grandes entreprises

« *Il y avait effectivement lieu de rassurer les entreprises qui sont assez inquiètes de la déconnexion entre le débat politique et les réalités économiques d'un certain nombre d'annonces, que ce soit la perspective de la réforme des retraites ou le PLFSS. Les propos du ministre de l'Economie sont effectivement rassurants. Il faut maintenant que cela se traduise dans les faits* ». La surtaxe sur les grandes entreprises ne devrait durer qu'un an, mais représente « *quand même 8 milliards d'euros de rendement de l'impôt. Le taux d'imposition va monter, sur 2025, à 35,5 % alors que Donald Trump, aux États-Unis baisse le taux d'imposition à 15 %. Donc nous sommes attentifs et un peu fébriles quand même. Mais on va être constructifs. On entend avec satisfaction ce que le ministre des Finances a annoncé.* »

Sur la CVAE

« *Je n'ai eu aucune assurance sur la suppression de la CVAE et je le déplore. Parce qu'à nouveau, tout le monde convient, a fortiori dans le contexte d'intensification de la compétition internationale, que les impôts de production sont une ânerie. Quand je vois l'argent qui est économisé ou pas sur d'autres postes, je me dis que le milliard cent, que représente la CVAE à la fois en termes de symbolique et de quantum pour les industriels en particulier, c'est essentiel. C'est dommage, on envoie un mauvais signal.* »

Sur les allégements de charges

« *Je réitère la proposition du Medef : qu'on rouvre globalement le sujet des rémunérations et des allégements de charges pour remettre de la rationalité dans tout ce dispositif qui est devenu horriblement complexe. On avait été demandeur auprès d'Élisabeth Borne pour qu'on évite les effets de seuil et les effets d'éviction qui pénalisent tout le monde.* »

Sur l'objectif de 5,4 % de déficit public

« *Cet objectif est tenable à une condition près : c'est que la confiance revenant chez les ménages et les entrepreneurs ; l'investissement et la consommation repartent. Et qu'à partir de là, ça remette de l'huile dans les rouages, en termes d'impôts, de TVA, de cotisations sociales. Il faut de la croissance.* »

Sur l'instabilité politique et les menaces de censure du gouvernement

« *On est parfaitement conscients du coût de l'instabilité ou de l'aléa politique. Après, c'est un dilemme pour nous : jusqu'où faut-il aller dans les concessions pour obtenir soit le vote, soit l'abstention de telle ou telle formation politique ? Pour l'instant, on est sur une ligne de crête. On trouve qu'il y a quand même eu beaucoup de concessions, et on trouve surtout qu'il n'y a pas suffisamment, en tout cas, d'efforts d'économies structurelles sur la dépense publique (…) L'OFCE avait chiffré à 0,3% l'"impact sur le PIB annuel de l'instabilité politique. Je partage ce chiffre, comme je partage, d'ailleurs, les chiffrages donnés par le Gouvernement sur le coût de la dernière censure.*

Nous, chefs d'entreprises, on observe ce ballet politique avec une forme de dépit et d'inquiétude. On a vraiment besoin de stabilité, de perspectives et de trajectoire. »

Sur le contexte international et les déclarations de Donald Trump

« *On constate le transfert de l'investissement et de l'épargne vers les États-Unis, un transfert massif de l'épargne européenne. On ne peut pas être indifférent à ça. Quant à riposter par des droits de douane, en mesures de rétorsion, je pense que ce n'est pas la bonne solution. En tout cas, ce n'est pas une solution suffisante, définitive. Donc, ça peut s'imaginer au cas par cas, temporairement. La vraie réponse, c'est que l'Europe se remette à niveau, et elle en a les moyens. (…) Il faut mettre en œuvre tous les dispositifs qui sont parfaitement identifiés et qui permettront à l'Europe de regagner en compétitivité. Il y a une forme d'inertie et de latence dans la décision. C'est vrai au niveau européen et au niveau français. (…) Il faut notamment qu'on s'accorde, parce que c'est une urgence, singulièrement pour les Français, sur le marché de l'énergie et qu'on mette en œuvre le plus vite possible l'union des marchés de capitaux, la possibilité pour les banques de titriser beaucoup plus qu'elles ne le peuvent aujourd'hui. Il faut aussi se réinterroger sur un certain nombre de stratégies industrielles. Je pense à l'automobile en particulier.* »

Sur la conjoncture économique

« *Il y a une dégradation qui s'est accélérée sur la fin de l'année 2024. La dissolution n'a pas aidé, mais ça va au-delà. Le Medef, dès la rentrée de septembre, fin août même, avait alerté sur la dégradation de la conjoncture. Ce qui me préoccupe, c'est la trajectoire. On sait maintenant que le début d'année sera très mou. Donc il y a de vrais signes de préoccupation. Les plans sociaux se multiplient, on perd des parts de marché et les carnets de commande ne se remplissent pas. Il faut vraiment envoyer des signaux forts.* »

>> Revoir l'émission sur le site de BFM TV